

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU LUNDI 28 NOVEMBRE 2022

Nombre de membres

en exercice : 35

Présents : 25

Représentés : 9

Absent : 1

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit novembre à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

PRÉSENTS : MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, MM. JANUS, DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; M. SERRES, MMES BOUGE, MICHON, YENKETRAMDOO, MORIEZ, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, DEBBI, MME TERRINE ; MME CINOSI-GIRARD, M. RIBEIRO-CAPITAO, MMES LACARRIERE-FARGES, BERNIER ; M. RODRIGUES FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

REPRÉSENTÉS :

MME RICCIARELLI POUVOIR A M. LACAMBRE

MME NAOUM-GHAZIEFFPOUVOIR A MME LOYAU

M. HAMONICPOUVOIR A M. JANUS

M. BOUKOUNAPOUVOIR A M. PAUDELEUX

MME HADJIATPOUVOIR A MME TERRINE

M. FERYN POUVOIR A M. PROPONET

M. BOUCHEPOUVOIR A MME BERNIER

MME LEANZA POUVOIR A M. RIBEIRO-CAPITAO

M. LEBASPOUVOIR A MME LACARRIERE-FARGES

ABSENT : M. SOUSA

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur **Samy DEBBI** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

D222811-16

Recensement de la population : modification des modalités de rémunération des agents recenseurs.

OBJET : RECENSEMENT DE LA POPULATION : MODIFICATION DES MODALITES DE REMUNERATION DES AGENTS RECENSEURS.**RAPPORTEUR : DOMINIQUE LACAMBRE****NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE**

Conformément à la loi n° 2002-276 du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité et au décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population, la réalisation et la préparation du recensement de la population appartiennent aux communes, sous la responsabilité et le contrôle de l'Etat.

La réalisation des enquêtes de recensement repose sur un partenariat entre la commune et l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE). Ainsi, conformément aux dispositions du décret du 5 juin 2003 et notamment son article 30, la commune reçoit à ce titre une dotation forfaitaire de l'INSEE fixée en fonction de la population et du nombre de logements résultant du dernier dénombrement connu.

Dans ce cadre, et aux fins de superviser les opérations de recensement, il est nécessaire de prévoir le recrutement d'agents recenseurs en besoin occasionnel pour cette période et de fixer les modalités de leur rémunération. Depuis de nombreuses années, la rémunération des agents recenseurs n'a pas été revalorisée.

A ce jour, la Ville rencontre des difficultés pour recruter des agents recenseurs, dont le travail est de plus en plus conséquent.

Aussi, il est proposé de réévaluer la rémunération des agents recenseurs comme suit :

Nature des documents/Prestations	Anciens montants	Nouveaux montants
Participation aux deux sessions de formation	20,50 € bruts (x 2)	22 € bruts (x 2)
Bulletin Individuel	1,70 € bruts	1,80 € bruts
Feuille de logement	1,12 € bruts	1,20 € bruts
Prime - Tenue du carnet de tournée	80 € bruts	85 € bruts

De plus, il est aussi proposé d'ajouter le versement d'une prime de déplacement de 60 € bruts, pour tenir compte de la hausse des coûts des énergies.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur la délibération suivante :

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V sur les opérations de recensement et notamment les articles 156 à 158,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires, pris en l'application de l'article 136 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

VU le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population,

VU la délibération n° D072611-16 du 26 novembre 2007 concernant le cadre général du recensement et les modalités de rémunération des agents recenseurs,

CONSIDERANT la nécessité pour la commune de revaloriser la rémunération des agents recenseurs,

DELIBERE

ARTICLE 1 : DECIDE de modifier ainsi qu'il suit les articles 3, 4 et 6 de la délibération n° D072611-16 en date du 26 novembre 2007 :

« **Article 3 : ARRETE** les modalités de rémunération comme suit :

- 1,20 € brut la feuille de logement
- 1,80 € brut le bulletin individuel.

Article 4 : FIXE un forfait supplémentaire de 85 € brut si le carnet de tournée est parfaitement conforme aux imprimés collectés remis au coordonnateur qui appréciera la bonne tenue du carnet et si l'agent a recensé au moins 95% des logements de son secteur.

Article 6 : DIT que les agents recenseurs, qui auront suivi les deux demi-journées de formation relatives aux conditions d'exécution de ces enquêtes, percevront une indemnité forfaitaire de 22 € brut. »

ARTICLE 2 : DECIDE de verser une prime de déplacement forfaitaire de 60 € brut.

ARTICLE 3 : DIT que les modalités de rémunération susvisées s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2023 et **FIXE** pour les années suivantes une évolution qui suit l'indice des prix à la consommation - Ensemble des ménages - France - Ensemble hors tabac (valeur connue et effectivement publiée au 1^{er} septembre de l'année précédant le recensement, soit une base de 111,99 - valeur publiée en septembre 2022, pour la série INSEE 001763852).

ARTICLE 4 : DIT que les autres dispositions de la délibération n° D072611-16 en date du 26 novembre 2007 susvisée demeurent inchangées.

ARTICLE 5 : DIT que les crédits correspondants à l'ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées seront inscrits au budget de la collectivité.

Résultat du vote : UNANIMITE.

Fait et délibéré en séance le jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.

Chilly-Mazarin, le 28 novembre 2022

La Maire,



Rafika REZGUI